

Mais si les individus sont obèses parce qu'ils sont réputés ne pas trouver les conditions propices à la pratique régulière d'exercice physique, les politiques publiques devront s'attacher à améliorer la sécurité des quartiers, et à développer l'offre locale d'équipements sportifs. Si, enfin, l'idée que l'obésité est génétiquement déterminée s'impose dans l'espace public, il apparaît nécessaire d'investir dans les traitements et la recherche biomédicale. D'autres sociologues ont déjà soutenu pareille conclusion ; l'une des forces de l'ouvrage est cependant de systématiquement tisser le lien qui existe entre cadrages singuliers et lignes d'action politique : définir un problème, c'est prédéterminer une solution.

Ce livre réalise une sociologie des processus de construction des significations sociales et de leurs conséquences en termes d'inégalités. L'auteur montre en particulier comment, aux États-Unis, pays où le taux d'obésité est très important chez les pauvres, chez les femmes d'origine africaine et chez les Mexicains, la « condamnation en obésité » s'épanouit comme une manière socialement « acceptable » d'exprimer des propos racistes et de classe. Mais ce livre est aussi une convaincante contribution à l'étude de la réception sélective du savoir scientifique : A. Saguy montre comment la culture néolibérale du risque favorise une individualisation des causes des problèmes sociaux. Pour toutes ces raisons, cet ouvrage participe à l'institutionnalisation, sur le marché académique américain, des « *fat studies* », formant un champ interdisciplinaire de recherches menant « une critique rigoureuse, cohérente et agressive des fausses croyances, stéréotypes, et stigmates attribués aux gens de forte corpulence ».

Référence

Saint Pol, T. de., 2010. *Le corps désirable. Hommes et femmes face à leur poids*. PUF, Paris.

Henri Bergeron

*Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7116 CNRS–Sciences Po, 19, rue Amélie,
75007 Paris, France*

Adresse e-mail : henri.bergeron@sciencespo.fr

Disponible sur Internet le 29 juin 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.003>

Les aides à domicile. Un autre monde populaire, C. Avril. La Dispute, Paris (2014). 290 pp.

Qu'on les loue comme « gisement d'emploi » ou qu'on en dénonce les conditions d'exercice, les services à la personne sont l'objet de discours contradictoires et restent relativement méconnus. Ne serait-ce que pour cette raison, une enquête sociologique sur les aides à domicile, ces femmes qui se rendent chez les personnes âgées quelques heures par jour pour les aider à faire leur toilette ou accomplir des tâches domestiques, était bienvenue. Mais elle l'est également parce que l'aide à domicile est aujourd'hui le secteur qui contribue presque à lui seul à la croissance de l'emploi non-qualifié. L'ouvrage de Christelle Avril s'attache d'abord à objectiver cette activité, les façons de s'en saisir. Il fait aussi découvrir les femmes qui l'accomplissent et fait entendre leurs voix en montrant comment les premières intéressées considèrent leur travail.

Loin de se limiter à ces questions, le propos fait des aides à domicile l'observatoire d'une recomposition des classes populaires, travaillées par des évolutions socioéconomiques (déclin de l'industrie, du petit commerce et de certains emplois administratifs), par l'extension aux femmes de la norme de l'emploi salarié et par une plus forte mixité ethnoraciale. Il prolonge une thèse

soutenue en 2007, fruit d'un investissement empirique important : une enquête ethnographique de huit ans, principalement réalisée dans une association d'aide à domicile de banlieue parisienne ; une analyse des discours politiques et institutionnels sur cette activité des années 1950 à 2000 ; une étude statistique fondée sur plusieurs enquêtes de l'INSEE et sur des sources de première main. Le livre impressionne autant par l'ampleur des enjeux qu'il embrasse que par son acuité, témoignant des effets de la durée sur la réflexion scientifique, à rebours des injonctions ambiantes au productivisme. Pour la publication, les données statistiques ont été actualisées, mais surtout, le cheminement intellectuel de l'auteur l'a menée à relire son matériau et à re-problématiser son propos pour l'ancrer au croisement de la sociologie du travail et des professions, de celles des classes populaires, du genre et des relations ethnoraciales.

Dans un premier temps le travail des aides à domicile et leur position dans l'espace social sont disséqués. On les suit dans les domiciles où elles officient, côtoyant les personnes âgées mais aussi leurs familles et des soignants. On les accompagne dans les bureaux de l'association et dans la ville qu'elles arpentent d'un foyer à un autre et où elles font des courses et se rencontrent. Les spécificités de cet emploi, les contraintes et ressources de la situation de travail sont objectivées dans une démarche comparative permanente. Les aides à domicile sont jaugées tantôt à l'aune de l'ensemble des femmes en emploi, tantôt à celle des employés non qualifiés, des ouvriers, ou encore des assistantes maternelles et des femmes de ménage. Le chapitre sociohistorique interpelle particulièrement. La représentation de l'aide à domicile n'a pas toujours été celle d'un prolongement du travail domestique féminin, mais a pu dessiner une mission sanitaire et sociale requérant un savoir spécialisé sur la vieillesse et la dépendance. La perspective de professionnalisation par un processus de qualification des employées a toutefois été remplacée par une professionnalisation « par le haut », qui vise surtout l'ajustement des aides à domicile aux transformations d'un secteur désormais soumis au marché, et favorise la naturalisation de leurs compétences.

Par la suite, deux grandes manières pour les aides à domicile d'investir leur travail et d'en façonner les contours sont exposées. Certaines, généralement des « déclassées autochtones », des « blanches », perçoivent cet emploi comme une déchéance et s'investissent avant tout dans les tâches d'entretien des domiciles, tentant d'échapper au travail sur les personnes âgées, corporel ou émotionnel. D'autres, les « déclassées mobiles », « noires » ou « arabes » originaires des DOM-TOM ou de l'étranger, ou encore les « promues », issues des fractions les plus prolétariées des classes populaires, se déclarent fières de leur travail. Elles relèguent au second plan le travail matériel et revendiquent s'occuper des « cas difficiles », personnes démentes sur lesquelles elles improvisent des savoir-faire ajustés. Derrière ces deux conceptions du travail se profilent des positionnements sociaux qui traduisent de profondes lignes de clivage dans les classes populaires contemporaines, attisées par des préjugés racistes qui se recréent au quotidien dans les rivalités professionnelles. Chacun des deux groupes fait l'objet d'une analyse serrée, qui part d'une interrogation sur ses modes de légitimation professionnelle, s'attache à ses modes de légitimation sociale et inclut jusqu'à ses modes de consommation et de loisir.

L'un des apports majeurs de l'ouvrage réside dans le concept de « style de féminité », inspiré par Max Weber, qui englobe aussi bien des façons de se vêtir et de marcher que des rapports à la sphère publique et des arbitrages entre sphères domestique et professionnelle. Le premier groupe, issu des classes populaires « respectables », est attaché à une forme traditionnelle de féminité. Ancrées dans la droite locale, proches de l'univers du petit patronat, se vivant comme des femmes d'intérieur accomplies, ces femmes n'en font pas moins preuve d'une « virilité féminine », valorisant sur un mode ouvriériste le courage physique, des formes de solidarité contre leurs « patronnes », n'hésitant pas à « gueuler » pour obtenir ce qu'elles veulent. Le second groupe, le plus dominé, est paradoxalement celui dont le style de féminité se rapproche le plus des femmes

des classes moyennes et supérieures, en ce qu'elles recherchent sur un mode individualiste un accomplissement personnel par le travail. Celui-ci forge chez elles de nouvelles dispositions au « souci de soi » et à l'émancipation de la sphère domestique. Si l'on perçoit bien la force des antagonismes qui traversent les aides à domicile, on se demande parfois dans quelle mesure des passerelles et des zones de flou n'existent pas entre les deux groupes, qui gagneraient peut-être à être présentés comme des idéaux-types. Certaines enquêtées « promues » ont ainsi un positionnement plus proche de celui des « déclassées autochtones » que des « déclassées mobiles » ; certaines femmes du second groupe se laissent stratégiquement percevoir comme dominées dans la sphère domestique pour conserver le soutien de l'encadrement, tandis que d'autres du premier se plaisent au contraire à mettre en scène une autonomie domestique. L'ouvrage de Christelle Avril apporte une contribution décisive, tout en recelant nombre de paradoxes subtilement éclairés, qui en rendent la lecture passionnante.

Gabrielle Schütz

Professions, institutions, temporalités (PRINTEMPS), UMR 8085 CNRS– Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, 47, Boulevard Vauban, 78047 Guyancourt Cedex, France
Adresse e-mail : gabrielle.schutz@uvsq.fr

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.020>

Des âgés en AG. Sociologie des organisations de défense des retraités, A. Lambelet. Éditions Antipodes, Lausanne (2014). 320 pp.

Ce livre est la version retravaillée de la thèse de doctorat soutenue en 2010 aux universités de Lausanne et Paris I par Alexandre Lambelet, actuellement Professeur à la Haute école de travail social de Lausanne. Il vient d'abord combler un certain vide éditorial sur les organisations de défense des retraités, à l'exception de l'ouvrage de Jean-Philippe Viriot Durandal (2003) et des travaux nord-américains qui ont en commun d'aborder la question sous l'angle du lobbying des personnes âgées. L'auteur, à l'inverse, entend articuler, sur le cas des associations suisses, une approche organisationnelle attentive aux effets qu'y exercent les politiques sociales et relations avec les partenaires publics, et une approche microsociologique sur l'engagement de leurs membres et sur leurs pratiques. Cette ambition le conduit à croiser des disciplines et sous-disciplines trop souvent ou trop longtemps séparées comme la sociologie de l'engagement, des groupes d'intérêt et des politiques publiques, la construction sociale des problèmes publics ou encore, quoique de façon moindre, la sociologie de la vieillesse et les études sur la socialisation, aussi prolixes sur l'enfance qu'elles sont muettes sur le troisième âge. A. Lambelet mobilise pour ce faire un matériau riche et diversifié alliant l'analyse des archives des groupements de retraités à une trentaine d'entretiens et à l'observation ethnographique des pratiques collectives dont il est spécialiste. Ces matériaux sont successivement déployés dans les trois parties composant le livre.

La première présente de façon chronologique la construction institutionnelle des différents groupes de défense des retraités qui s'avère largement conditionnée par les politiques sociales de l'État suisse. Cette histoire est scandée en trois temps qui, chacun, voit l'émergence d'une des organisations étudiées par A. Lambelet. De 1917 à 1948, date de création de l'assurance-vieillesse, domine une politique assistancielle incarnée par la fondation de droit privé Pro